



Prospective
research

Vers un *welfare*
écologique : stratégie
d'action et de politiques
publiques pour la co-
production d'une
infrastructure du care
citoyen.

Messages clés

1

Ce qui subsiste de l'État-providence et de la culture de la solidarité et de l'émancipation qui y est implicite se reconfigure à l'aune de défis sociétaux tels que le changement climatique, les injustices socio-spatiales et écologiques, l'extractivisme transnational des ressources, ainsi que la précarisation croissante des individus et des collectifs.

2

En Europe et dans le monde, des communautés réinvestissent des sites et des bâtiments vacants afin de répondre aux besoins fondamentaux des humains et des non-humains, en s'appuyant sur les capacités locales et les ressources disponibles au sein d'une écologie urbaine donnée, tout en les réinventant.

3

Nous appelons ces initiatives ***community welfare infrastructures***, ou espaces du care citoyen également reconnus comme communs urbains ou tiers-lieux, parmi d'autres **constituent l'infrastructure d'un *welfare* écologique émergent, car ils réinventent les formes de la solidarité et de la protection sociale dans une perspective d'écologie profonde**, en valorisant les interdépendances et les synergies entre humains, non-humains et leurs milieux de vie partagés.

4

En mobilisant une approche par scénarios normatifs et une méthodologie de *research-by-design*, et en impliquant divers acteurs ainsi que des décideurs publics, nous avons exploré comment **des formes de gouvernance partagée comme des partenariats public-civiques, et des modèles coopératifs peuvent soutenir cette infrastructure du *care***, renforçant son impact environnemental, spatial et social, pour un *welfare* écologique dans la RBC.

Introduction

Tout au long de l'histoire, les sociétés se sont appuyées sur des infrastructures de protection sociale et de solidarité afin de soutenir les personnes vulnérables, marginalisées et les nouveaux arrivants, et de redistribuer les richesses. Une partie de ces infrastructures s'est toujours matérialisée dans nos villes et nos milieux de vie sous forme, entre autres, de couvents, d'écoles, d'hôpitaux, de logements sociaux, d'espaces publics, de parcs et d'espaces de loisirs, garantissant le bien-être et l'épanouissement individuels et collectifs. Depuis au moins quinze à vingt ans, sous la pression croissante des régimes de privatisation et d'austérité, ce qui subsiste de l'État-providence, ainsi que des approches désormais obsolètes de la prise en charge des besoins sociaux, a commencé à être compensé par la société civile, face à des défis sociétaux tels que le changement climatique, la dépossession transnationale des ressources, la précarisation croissante et les formes d'injustice socio-spatiale.

De nouvelles formes de *care* émergent dans nos villes, appelant à un nouveau projet urbain et sociétal, car toute transformation des structures de solidarité ou de l'action sociale requiert et implique une nouvelle vision de nos milieux de vie. C'est dans les vides infrastructurels et spatiaux créés par l'insuffisance des systèmes de *care* publics et privés que l'on observe, en Europe et dans le monde, l'émergence d'initiatives coopératives et collectives, ainsi que des communs urbains, visant à répondre à une diversité de

besoins en fédérant ressources et capacités : de la production et de la distribution alimentaires à la mise à disposition d'espaces pour des programmes artistiques et culturels dans des quartiers délaissés ; de l'hébergement d'urgence aux luttes pour la justice spatiale ; de la science citoyenne aux pratiques quotidiennes qui résistent à la crise urbaine. Ces espaces que nous appelons ***community welfare infrastructures***, constituent **l'infrastructure émergente d'un *welfare* écologique**. Ils réinventent les formes de la solidarité et de la protection sociale dans une perspective d'écologie profonde, en valorisant les interdépendances et les synergies entre humains, non-humains et leurs milieux de vie partagés. Créés par les communautés et pour les communautés, ils génèrent **des nouvelles écologies du *care***, tout en réinvestissant des sites vacants et en contrant la spéculation immobilière ainsi que la financiarisation de la ville.

Le projet de recherche WELCOMIN a exploré le potentiel de ces initiatives en relation avec la disponibilité d'espaces vacants dans la RBC. Une méthodologie prospective centrée sur des scénarios a permis de tester les conditions spatiales, la faisabilité des modes de gouvernance et des systèmes financiers, ainsi que les politiques publiques susceptibles de les soutenir en tant qu'infrastructures permanentes du *care* et de la protection sociale.

Méthodes et approches

Et si les espaces du care citoyen pouvaient devenir l'infrastructure permanente d'un welfare écologique dans la RBC ? Comment pourraient-ils transformer la protection sociale et la gouvernance urbaine ?

L'hypothèse de travail à l'origine de WELCOMIN, étayée par une littérature scientifique abondante, est que les espaces du *care* citoyen – également qualifiés de communs urbains, d'infrastructures sociales ou de tiers-lieux – constituent des leviers essentiels pour répondre aux défis sociétaux et environnementaux émergents, tout en compensant la surcharge croissante des systèmes de protection sociale, comme indiqué dans le paragraphe précédent.

Dans le cadre d'une approche normative, nous avons mobilisé la méthodologie des scénarios afin d'examiner le rôle que pourraient jouer ces espaces citoyens selon différentes évolutions démographiques et sociétales futures¹.

Chaque scénario WELCOMIN a été défini dès le lancement du projet de recherche comme une condition future possible (« et si... ») visant à explorer :

- **le rôle potentiel** des espaces citoyens *du care*;

- **la faisabilité et la soutenabilité** de modèles spécifiques de gouvernance et de financement ;

- **les implications en matière de politiques publiques** ainsi que **les impacts** socio-spatiaux générés par ces espaces civiques dans différents cas d'étude.

Nous avons mobilisé la méthodologie du *research-by-design* afin de produire des connaissances empiriques sur la faisabilité et les effets des espaces du *care* citoyen dans des sites spécifiquement sélectionnés, fournissant ainsi des éléments pertinents pour l'aide à la décision stratégique des acteurs concernés et des décideurs publics, conformément à l'un des objectifs centraux et à la raison d'être de la méthodologie prospective.

L'organisation de deux Prospective Policy Labs dédiés — The Eco-resilient City et The Cooperative City — qui concluent chaque scénario et s'appuient sur leur capacité de projection, a invité des acteurs locaux, des décideurs publics et des experts internationaux à imaginer : et si les espaces citoyens pouvaient être soutenus comme une infrastructure permanente du *care* dans la RBC ? Quels bénéfices pourraient-ils engendrer ? Comment pourraient-ils transformer la protection sociale et la gouvernance urbaine ?

¹ Alors que les scénarios exploratoires visent à explorer des futurs possibles en illustrant leurs différents résultats, sans nécessairement indiquer un futur souhaitable, les scénarios normatifs génèrent des connaissances empiriques sur les trajectoires susceptibles de conduire à un futur souhaitable donné ainsi que sur leurs impacts potentiels. Orientés vers l'action, ils soutiennent les processus de prise de décision en explorant la faisabilité de ces trajectoires et leurs différents impacts potentiels. Dans cette perspective, les résultats de

recherche issus d'une approche par scénarios normatifs peuvent être regroupés en trois catégories principales (Alcamo et Henrichs, 2008 ; Henrichs et al., 2010 ; Goodspeed, 2020) : les connaissances empiriques, l'aide à la décision et la planification stratégique, ainsi que les échanges de connaissances transdisciplinaires et les pédagogies collectives.

Méthodes et approches

Le travail de terrain et les techniques de backcasting mobilisés lors des Policy Labs ont porté sur :

- **les initiatives existantes et réussies** dans la RBC ;
- **les obstacles** freinant un développement plus large des **partenariats public-civique** visant à soutenir une structuration des espaces citoyens du *care* à l'échelle territoriale ;
- **l'adaptation de bonnes pratiques** issues de Naples, Barcelone et Berlin dans la RBC.

Le projet s'est conclu par l'identification de **deux cas pilotes** destinés à explorer concrètement des modèles durables de gouvernance et de financement permettant la reconversion de bâtiments vacants ou sous-utilisés, par les communautés et pour les communautés².

L'exposition photographique et vidéo ***Caring for space. Spaces for caring***³ a été conçue comme une action finale de diffusion et d'orientation des politiques publiques, visant à reconnaître, documenter et valoriser la richesse des processus humains, relationnels et socio-spatiaux, tout en mettant en lumière la transformation du welfare que le *care* citoyen favorise en tant qu'alternative forte aux différentes formes de privatisation du *care*.

² Ces cas pilotes seront explorés dans le cadre du projet de recherche ReBUILD, financé par la Fondation Helios au titre du programme de financement Islands of Hope du projet SWIFFT (https://www.swift.be/ioh_rebuild/)

³ Exposition cofinancée par la **Fédération Wallonie-Bruxelles**, **cellule Architecture**, et la **VUB Brussels Centre for Urban Studies** (<https://www.lebrass.be/event/expo-welcomin/>)

Résultats et scénarios prospectifs

En partant de la dimension spatiale et morphologique, les scénarios proposés et explorés par WELCOMIN ont abordé deux formes d'écologie du care urbain.

D'une part, **les écologies générées par des espaces réinvestis par la nature** mettent au premier plan la question des solidarités post-humaines et des conditions qui les soutiennent.

D'autre part, **les écologies qui émergent à partir d'espaces bâtis** abandonnés ou sous-utilisés, **régénérés par des initiatives citoyennes**, interrogent les modèles financiers permettant une réhabilitation durable et suffisante⁴ du patrimoine bâti.

Les deux approches identifiées pour la mise en place d'une infrastructure permanente du care citoyen reposent notamment sur des formes de gouvernance publique-civique – aussi vis-à-vis des limitations des partenariats public-privé – et sur des modèles coopératifs. Ces approches apparaissent comme des pistes prometteuses – déjà mises en pratique dans d'autres villes – pour assurer la mise en œuvre durable et à long terme d'espaces urbains dédiés au care.

Pour les deux scénarios, les **objectifs de politique publique** ainsi que les **étapes opérationnelles** associées afin de soutenir le développement d'une

infrastructure du *care* citoyen ont été identifiés. Ils sont présentés conjointement dans la deuxième partie de cette section.

SCENARIO 1 – Brussels 2033: La ville éco-résiliente

Ce scénario explore **le rôle d'une gouvernance partagée public-civique et des espaces du care citoyen dans la gestion et la valorisation des infrastructures bleues et vertes** en RBC.

Dans la ville éco-résiliente envisagée, l'interdépendance entre les systèmes humains et non humains est reconnue et soutenue au cœur de nouvelles formes de gouvernance plurielle.

Concrètement, cela implique de structurer l'engagement conjoint des habitant·es et des acteurs locaux dans la gestion des plans d'eau et des corridors verts, et leur contribution quotidienne à leur préservation et à leur régénération. Cela suppose également **des systèmes de planification adaptatifs et proactifs**, capables de répondre à la complexité d'enjeux stratégiques qui se jouent sur des sites souvent conflictuels, comme ceux choisis pour l'exploration du Scénario 1; des systèmes de planification conçus pour offrir un cadre évolutif et capacitant, plutôt que strictement réglementaire ou réactif.

⁴ La suffisance désigne une approche -de plus en plus reconnue- visant à réduire la demande de ressources et d'énergie en orientant les modes de vie, de production et de consommation vers ce qui est

suffisant pour répondre aux besoins humains, plutôt que de chercher une croissance ou une accumulation illimitée.

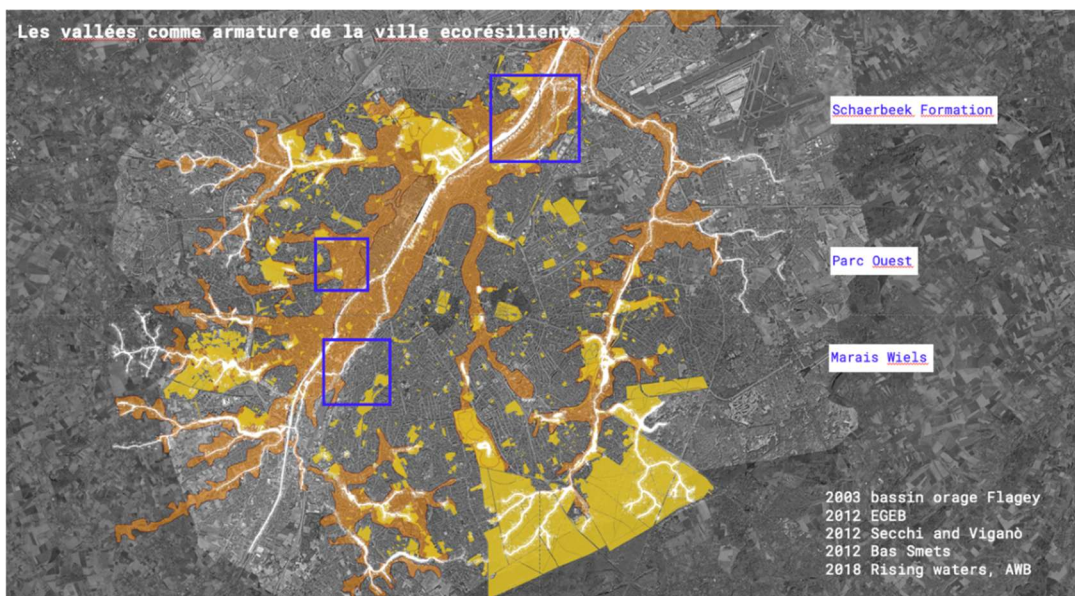
Résultats et scénarios prospectifs

À travers le travail de terrain et les explorations en research-by-design, la vision **Les vallées comme armature de la ville éco-résiliente** a été élaborée. En collaboration avec les acteurs locaux et les décideurs publics, des sites clés — le Marais Wiels, le parc de la Gare de l'Ouest et Schaerbeek Formation — ont été identifiés comme des lieux où les espaces du *care* citoyen pourraient jouer un rôle déterminant dans la gestion de ces systèmes socio-écologiques complexes et dans la réalisation progressive, à moyen terme (horizon 2033), de la vision de l'armature.

L'organisation future de ces sites a été étudiée à l'aide de méthodologies de research-by-design, en préparation du Prospective Policy Lab conclusif.

L'image illustre le résultat projeté de la réactivation des structures vertes et bleues à Bruxelles d'ici 2033, dans le cadre du Scénario 1. Le jaune indique les parcs existants, tandis que l'orange met en évidence la topographie des vallées à valoriser et protéger grâce à des interventions de verdissement capillaire et à une responsabilité partagée dans la gestion des systèmes verts et bleus.

Les espaces citoyens établis sur des sites clés sélectionnés (indiqués par des carrés bleus) sont envisagés comme des lieux de co-gestion public-civique, capables de catalyser les transformations écologiques et la gouvernance urbaine nécessaires pour réaliser la vision proposée. À droite, sont rappelées des études antérieures ayant mis en avant la valorisation de la topographie des vallées comme élément structurant stratégique pour le développement de Bruxelles



Résultats et scénarios prospectifs

Défis liés à la gestion des friches et des sites complexes et conflictuels

Les friches urbaines, telles que celles étudiées dans le Scénario 1, sont **des espaces disputés caractérisés par des *wicked problems*** : d'une part, elles peuvent être perçues comme des réservoirs naturels favorisant la biodiversité urbaine ; d'autre part, elles peuvent être affectées à des objectifs stratégiques tels que le développement de logements, d'activités productives ou d'infrastructures logistiques. Leur gestion génère inévitablement des conflits et des résistances de la part des acteurs concernés.

Les principaux défis mis en évidence par les travaux de WELCOMIN sont les suivants :

1. la multiplicité des acteurs et des communautés, aux responsabilités et aux expertises différenciées, parfois mal comprises ou non reconnues ;
2. les échecs des dispositifs participatifs traditionnels à concilier des attentes divergentes ;
3. une communication inefficace entre les différents acteurs, entraînant une reconnaissance limitée des parties prenantes et des problèmes de redevabilité ;
4. l'absence de cadres consolidés pour la prise de décision partagée ;
5. l'insuffisance des processus d'échange de connaissances, réduisant la compréhension globale des enjeux et des formes d'expertise mobilisées ;

6. l'inadéquation des espaces physiques in situ dédiés au suivi, à la production de connaissances, à la coordination des actions et à l'implication des parties prenantes ;

7. les décalages temporels entre les différentes phases de développement, permettant à l'évolution spontanée des sites de devancer les interventions planifiées.

La gouvernance partagée public-civique

Les pratiques existantes dans des villes comme Naples et Barcelone montrent que des formes de gouvernance partagée fondées sur la collaboration entre les citoyens et les administrations publiques constituent des approches efficaces pour gérer des sites à la fois conflictuels et écologiquement et socialement stratégiques.

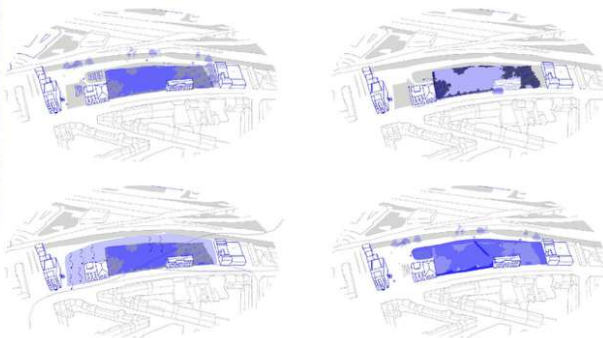
Les formes de gouvernance partagée public-civique peuvent prendre de multiples formes : pactes et contrats, baux de longue durée ou cessions, politiques soutenant la gestion communautaire, *usi civici*, règlements municipaux, observatoires urbains, cadres coopératifs, modèles de copropriété, *stewardship trusts*, etc.

L'implantation d'espaces du care citoyen au sein de sites complexes ou conflictuels permet de mettre en place une gouvernance adaptative, capable d'équilibrer les priorités écologiques, sociales et stratégiques. Cela est rendu possible parce que ces espaces créent les conditions nécessaires à l'implication d'une diversité d'acteurs dans la production de connaissances transdisciplinaires,

Résultats et scénarios prospectifs

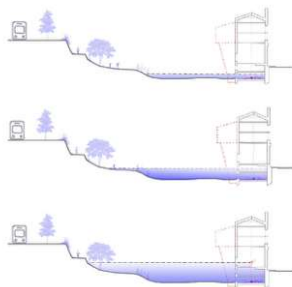
dans l'engagement quotidien avec le site, ainsi que dans des processus de décision démocratiques et fondés sur des données probantes.

THE METROPOLIS AS EPICENTER OF AN ECOLOGICAL WELFARE



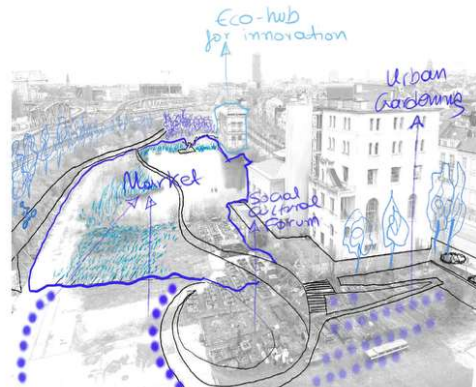
8500 m2 > 16000 m2

- Objectives
- > preserving an expanding Marais wetland and its more-than-human community through an ecological-based approach
 - > changing traditional governance paradigms integrating bottom-up and top-down actors, actions, and responsibilities
 - > interpreting water as a marker to highlight what is public and accessible



Vision 2033

A 21st century inverted hortus conclusus, embraces and fosters the productive spontaneity of successive plant communities disguised as "authentic nature". The entire surface of the site of the Marais Wiels is predisposed to work as a storm water basin, under the most extreme circumstances offering a receiving surface of around 16000 m2. Before flowing into the marais, the water collected at the bottom of the valley is duly purified to respect the delicate ecosystem of the Marais and different activities are organised depending on the flooding condition. The landscape and the accessibility of the area will be subject to change, as a reminder of the delicate balance in this area between the built and the non built and of the symbiotic relationship between the human and the non-human.



Deux pages du livret produit pour le Scénario 1, représentant l'un des futurs envisagés pour le site du Marais Wiels.

Résultats et scénarios prospectifs

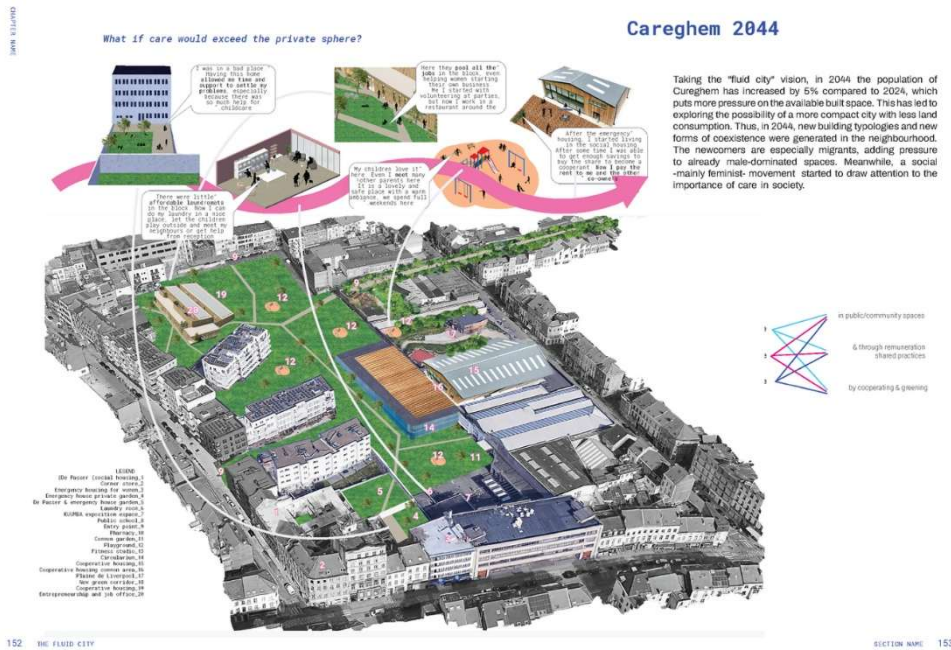
SCENARIO 2 – Brussels 2044: La ville cooperative

Ce scénario à long terme envisage le rôle des espaces du care citoyen établis par la reconversion de bâtiments vacants — abandonnés ou sous-utilisés. L'hypothèse centrale de ce scénario est qu'à l'horizon 2044, Bruxelles devra faire face à une densité de population plus élevée, avec une pression accrue sur l'espace disponible, renforcée

par les flux migratoires et les modes de vie nomades de ses habitants.

Les défis persistants en matière de protection sociale et les besoins émergents sont abordés grâce à des infrastructures flexibles et à des cadres de gouvernance inclusifs, permettant de développer des solutions mobilisant une pluralité de formes d'expertise.

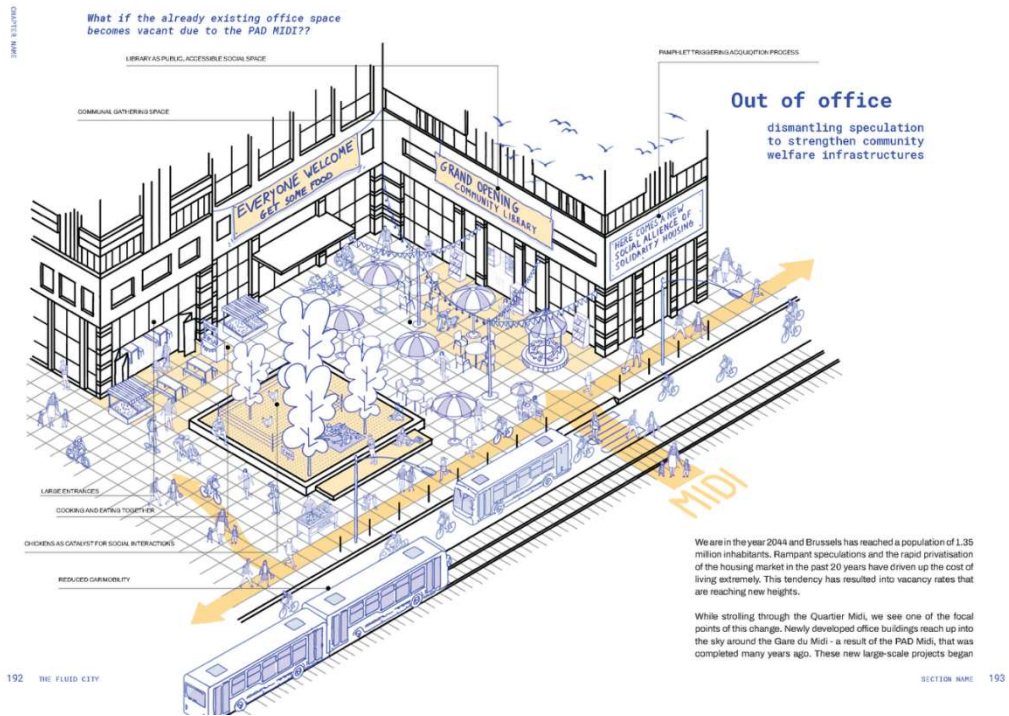
Afin de compenser les capacités financières limitées des acteurs publics tout en expérimentant des formes accrues d'autonomie, les espaces du care citoyen sont mis en place sur la base de mécanismes financiers innovants inspirés des **modèles coopératifs**, favorisant l'essor d'une économie sociale et solidaire dynamique⁵.



5 Cette vision a été développée à travers neuf mois de travail de terrain et d'explorations en *research by design*, dans le cadre de l'**Urban Design Studio** du programme de master STeR de la VUB. Ces activités ont permis d'élaborer une typologie d'espaces communautaires et d'explorer des modèles durables de gouvernance et de financement pour cinq **espaces du care**

citoyen en Région de Bruxelles-Capitale. L'étude a hybridé et testé la faisabilité de bonnes pratiques issues d'autres villes européennes, notamment Berlin et Barcelone. Les sites sélectionnés reflètent la diversité des conditions socio-écologiques présentes dans plusieurs quartiers de Molenbeek (deux sites), Anderlecht, St-Gilles et Jette.

Résultats et scénarios prospectifs



Les deux images représentent les visions générées par les explorations de recherche par le projet pour le site d'Anderlecht et de Saint-Gilles (pages du livret 2).

Résultats et scénarios prospectifs

Défis liés à la vacance urbaine et à la reconversion des bâtiments à partir d'initiatives citoyennes

Les principaux défis identifiés sont les suivants :

1. des milliers de bâtiments vacants restent abandonnés, représentant des ressources inutilisées malgré l'urgence des besoins en logement et le coût environnemental des nouvelles constructions ;
2. les capacités financières limitées des initiatives citoyennes et des administrations publiques entravent la reconversion efficace et durable de ces bâtiments ;
3. un manque de connaissances sur le fonctionnement, les impacts, les défis et les bénéfices des initiatives communautaires, qui diffèrent des espaces gérés de manière privée ;
4. l'insuffisance d'études comparatives sur les performances économiques et non économiques des différents modèles de gestion ;
5. une confiance limitée envers les initiatives citoyennes, liée à des lacunes perçues en matière de capacités ainsi qu'à la courte durée ou à la rareté des expérimentations collaboratives et des projets pilotes ;
6. des lacunes dans les connaissances juridiques et administratives nécessaires pour soutenir des partenariats public-collectifs visant la gestion à long terme de bâtiments vacants, y compris sur la base de bonnes pratiques européennes ;
7. un faible engagement civique spontané dans certains quartiers, souvent lié à des modes de vie nomades ou fortement contraints par le temps ;
8. des conditions opérationnelles précaires, notamment la dépendance à des conventions d'occupation temporaire à court terme, qui freinent le développement des initiatives, réduisent leur impact et ralentissent le renforcement des capacités, de confiance et de professionnalisation ;
9. l'absence de cadres de politiques publiques reconnaissant et soutenant formellement les *community welfare infrastructures* ou espaces du care citoyen.

Résultats et scénarios prospectifs

Les ressources pour la réaffectation des bâtiments vacants

Les bâtiments vacants offrent un potentiel important pour répondre à des besoins urgents en matière de protection sociale et à divers enjeux sociétaux. Un large éventail d'initiatives développées à travers l'Europe dans des contextes d'austérité montre que **des formes de gestion communautaire peuvent répondre à des besoins non satisfaits, renforcer les capacités des communautés locales, expérimenter des formes démocratiques de gouvernance urbaine, promouvoir la cohésion sociale, tout en réduisant la vacance immobilière.**

L'un des principaux défis pour la reconversion durable et à long terme des bâtiments vacants réside dans **les capacités financières limitées tant des administrations publiques que des initiatives citoyennes.** Ce manque de moyens financiers conduit souvent à la privatisation ou à l'abandon de ces bâtiments.

Les explorations menées par research by design nous ont permis d'examiner les possibilités offertes par des **dispositifs alternatifs de gouvernance et de financement, contribuant de différentes manières à la mise à disposition de ressources sur le long terme** : depuis la mise à disposition, à un coût symbolique, de bâtiments publics, jusqu'à la combinaison de capacités financières publiques, privées et collectives au sein de partenariats hybrides ou de modèles coopératifs.

L'apprentissage tiré d'autres villes montre que des modèles existent permettant une reconversion suffisante et durable des bâtiments vacants par les

communautés, pour les communautés, en collaboration avec les acteurs et les administrations locales, en tant que laboratoires d'un welfare écologique émergent et de nouvelles formes de gouvernance urbaine.

La durée dans le temps constitue toutefois une condition essentielle pour permettre une expérimentation durable et significative pour l'ensemble des parties prenantes.

Résultats et scénarios prospectifs

En conclusion

Dans des systèmes socio-écologiques complexes, la gouvernance partagée et l'échange continu de connaissances sont essentiels pour aligner les systèmes qui soutiennent l'épanouissement individuel et collectif sur l'évolution des besoins, des droits et des capacités, entre humain et non-humain. En tant que centres de savoir et de gouvernance partagée, les espaces du care citoyen pourraient donc jouer un rôle central, non seulement dans la transformation et le complément des systèmes de welfare, mais aussi dans le développement de cadres de gouvernance adaptative.

Les explorations menées par research-by-design dans le cadre des Scénarios 1 et 2, complétées par les Prospective Policy Labs, ont montré comment des espaces du care citoyen en RBC peuvent répondre à des besoins de protection sociale et à des défis sociétaux, tout en favorisant la reconversion de bâtiments vacants et la mise en place de systèmes de gouvernance adaptatifs. Des exemples réussis de gouvernance publique-collective dans la RBC ont été identifiés, et différents dispositifs financiers et de gouvernance ont été testés. Nos analyses se sont également appuyées sur des bonnes pratiques issues de Barcelone, Berlin et Naples, villes internationalement reconnues pour leurs formes innovantes de partenariats public-civiques, de gouvernance partagée et de modèles coopératifs, qui démontrent les bénéfices environnementaux, économiques et sociaux des modèles de gestion partagée mis en œuvre par les espaces citoyens.

Sur la base de ces résultats, les objectifs de politique publique et les actions opérationnelles suivants sont proposés.

Recommandations politiques

Développer un cadre politique global pour organiser et promouvoir des formules juridiques et administratives permettant la mise en place de diverses formes de partenariats public-civique, afin de soutenir le développement durable du care citoyen

Concevoir des programmes financiers et de renforcement des capacités pour accompagner la gestion durable des infrastructures du care citoyen à long terme, en tenant compte de leurs conditions spécifiques (par exemple, des sites patrimoniaux ou des friches importantes nécessitant des cadres coopératifs et collaboratifs et des investissements significatifs tant de la part des communautés que des administrations).

Mettre en place un système de gouvernance partagée adaptative impliquant communautés, acteurs publics et privés, permettant le co-design de solutions pour une gestion équitable des ressources rares — telles que les terrains, les réserves naturelles et l'eau — tout en conciliant durabilité écologique et justice redistributive. Les espaces du care citoyen représentent aujourd'hui les hubs et les terrains d'expérimentation de tels systèmes de gouvernance.

Mesures opérationnelles

Les étapes suivantes proposent une approche progressive visant à soutenir le développement d'infrastructures du care citoyen. Cette démarche commence par **l'étude approfondie des expérimentations locales existantes** et par la coproduction de connaissances pertinentes à travers des projets pilotes ad hoc.

La mise en place d'observatoires urbains, conçus comme des infrastructures clés pour l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes, permettra d'assurer un suivi continu des initiatives existantes du care citoyen et d'améliorer la compréhension de leurs défis et de leurs potentialités. Ces connaissances fourniront les éléments nécessaires à l'élaboration de cadres politiques, juridiques et financiers solides.

À plus long terme, cette approche vise à intégrer des pratiques adaptatives et collaboratives liées aux espaces du care citoyen dans la gouvernance territoriale, et à favoriser la mise en place de systèmes de gouvernance partagée — tels que ceux mis en œuvre à Barcelone et à Naples.

Expérimentation > Suivi > Intégration dans les politiques > Institutionnalisation

1. Promouvoir des projets de science citoyenne et de recherche-action participative (court à moyen terme).

En s'appuyant sur les connaissances développées par WELCOMIN — qui ont permis d'identifier des expériences locales prometteuses et de proposer des cas pilotes pour tester des outils de gouvernance adaptative — les étapes suivantes sont proposées :

(i) Développer des projets de recherche-action participative permettant de rassembler des connaissances transdisciplinaires à partir de cas pilotes et de sites contestés.

Recommandations politiques

(ii) Combiner l'expertise locale avec des bonnes pratiques internationales afin de produire de nouvelles méthodologies et des outils de gouvernance.

(iii) Mobiliser les opportunités de financement offertes par les programmes régionaux et européens (NEB, UIA, DUT, Innoviris, FEDER, etc.).

2. Mettre en place des observatoires urbains pour un suivi continu et l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes (moyen terme).

Au cours de cette phase de suivi, les observatoires urbains consolident les connaissances nécessaires à la conception de cadres politiques évolutifs à long terme, sur le modèle d'initiatives similaires existantes dans d'autres villes européennes (Barcelone, Naples, France Tiers Lieux). Les étapes recommandées incluent :

(i) Dans le cadre de projets de recherche spécifiques, créer des observatoires dédiés au suivi des dynamiques socio-écologiques des espaces du care citoyen. Ces observatoires peuvent être mis en place comme des sections expérimentales au sein de structures existantes (par exemple le Guichet des Occupations Temporaires).

(ii) Réaliser des évaluations d'impact des formes de gestion communautaire des actifs bâtis et des sites vacants.

(iii) Identifier le potentiel et les limites des espaces du care citoyen existants ainsi que des modèles de gouvernance associés.

(iv) Repérer les lacunes en matière de gouvernance, les facteurs limitants et les besoins en renforcement des capacités.

3. Développer des cadres politiques et des mécanismes de soutien favorables (moyen à long terme).

Dans cette phase d'intégration dans les politiques publiques, les connaissances collectées sont traduites en réformes de gouvernance. Les étapes incluent :

(i) Élaborer des cadres juridiques, administratifs et financiers soutenant des formes de gouvernance partagée et adaptative.

(ii) Concevoir des programmes de renforcement des capacités s'adressant à la fois aux administrations publiques et aux acteurs de la société civile.

(iii) Mettre en place des programmes de financement stables, fondés sur les connaissances produites par les observatoires.

4. Mettre en place des instances de gouvernance partagée à long terme (long terme).

Dans cette phase d'institutionnalisation, les espaces du care citoyen deviennent partie intégrante d'un système reconnu de gouvernance adaptative. Les étapes incluent :

(i) En s'appuyant sur les observatoires, créer des instances permanentes de gouvernance partagée et de recherche réunissant acteurs publics, communautés et citoyens, facilitateurs et

Recommandations politiques

chercheurs. Ces instances garantissent une collaboration à long terme, l'échange de connaissances et une prise de décision cohérente entre différentes échelles.

(ii) Intégrer leur rôle dans un cadre plus large de politiques publiques.

Liste de publications

- Lenna, V., van Heur, B. (Eds.). (n.d. Manuscript in preparation.). Ecological Welfare. Reclaiming care and the city.
- Lenna, V. (2026, article under review) Shades of caring. Transformations of the Brussels welfare ecosystem in the age of new commons. City, culture and society forthcoming special issue : (Un)care practices and policies in urban austerity, eds Davis, J., Gatta, F., Turnbull, N., Vassallo, I.
- Lenna, V., Azmat, A. A., Aernouts, N., & van Heur, B. (2025, article under review). Caring for space. Spaces for caring. Sub\urban. Zeitschrift für kritische Stadtforschung, Special issue: Urban Commons.
- Lenna, V. (2025). Is this the dawn of a new era? Fragilities and opportunities on the transformative path to shared public-collective governance in the Brussels Capital Region. Paper presented at the ISA Forum of Sociology: Knowing justice in the Anthropocene, Rabat, Morocco.
- Lenna, V. (2025). The scientific role of imagination: Discussing benefits and limitations of research-by-design and comparative frameworks as part of a prospective approach. Paper presented at the AAG Annual Meeting, Detroit.
- Lenna, V. (2024). The Publicness of Urban Commons. Insights from the Brussels commoning scene. Paper presented at the 36th AESOP Annual Congress Game Changer? Planning for Just and Sustainable Urban Regions, Paris.
- Heur, B. V. (2024). Urban vacancy in Europe: A synthetic review and research agenda. <https://doi.org/10.31235/osf.io/3kmtx>

L'équipe de recherche

Verena Lenna : Mon parcours se situe à l'intersection de l'urbanisme et de l'architecture, avec un double doctorat en Architecture et Urbanisme de KU Leuven et de l'Université IUAV de Venise. En tant que chercheur et activiste, j'étudie les modèles de gouvernance partagée ainsi que les organisations orientées vers les communs, en mettant l'accent sur leurs implications socio-spatiales. J'aborde les projets de recherche comme des processus favorisant la production de connaissances transdisciplinaires. Actuellement, mes travaux portent sur le développement et l'analyse d'approches adaptatives de la gouvernance urbaine à travers le prisme de l'écologie profonde et des cadres théoriques post-humains. Contact : verena.lenna@vub.be

CLAUSE DE NON-RESPONSABILITÉ

Cette recherche a été financée par Innoviris. Toutes les opinions, convictions et recommandations exprimées dans ce document appartiennent entièrement à l'auteur. Innoviris ne peut en être tenu responsable.

Raison d'être du programme Prospective Research

La Région de Bruxelles Capitale est traversée par un ensemble de défis de société majeurs auxquels elle doit se préparer à faire face, qu'il s'agisse des crises sanitaires et écologiques qui viennent interroger radicalement nos modes de production et de consommation ; des changements climatiques qui affectent nos possibilités de vivre dans des espaces urbains complexes ; des inégalités sociales et économiques qui minent les fondements de notre vivre-ensemble ou encore des façons de se loger, d'aménager et de préserver l'espace, de se déplacer en ville qui viennent confronter durement des pratiques et des représentations de ce que doit être un territoire comme celui de la RBC. Ces défis peuvent être appréhendés comme des carrefours : ils ne peuvent se résumer à une seule composante, mais s'articulent de façon complexe autour de multiples causes, domaines, effets et acteurs dont les valeurs, les intérêts et les points de vue divergent. Il n'existe pas de vraie ou de fausse solution, mais des solutions pires ou meilleures en fonction des points de vue¹. Leur devenir est incertain, les développements futurs imprévisibles et les implications sur le temps long considérables. Ces éléments compliquent la gouvernance de nos sociétés confrontées aux enjeux de leur développement durable et inclusif. De fait, les modèles de prévision, reposant sur la projection de données passées et auxquels on demande d'annoncer ce que sera l'avenir, ne fonctionnent plus dans des périodes d'instabilité relative comme celles que nous traversons, ni pour penser l'après-demain. Nos systèmes évolueront très loin de leur régime actuel sans pour autant que l'on puisse en prévoir tous les effets².

Née au lendemain de la seconde guerre mondiale en France, la prospective s'est formalisée pour répondre aux interrogations politiques et sociales qui restent d'actualité : « un sentiment permanent d'accélération du temps ; la reconnaissance d'une incertitude totale et anxiogène ; le constat d'une complexité croissante des problèmes humains sous les effets des multiples interdépendances issues de la globalisation ; un potentiel quasi infini de la technique, accompagné de promesses toujours plus impressionnantes, mais le plus souvent déconnectées de réflexions éthiques ; une forte demande de réflexion sur les finalités des actions humaines ».³

Dès lors, depuis quelques années, bon nombre de pays se dotent d'analyses prospectives solides pour pouvoir agir dans un monde incertain. Le programme Prospective Research for Brussels s'inscrit dans ces développements en étant un programme de financement pionnier en Région de Bruxelles Capitale. Il soutient des recherches scientifiques prospectives portant sur des défis de sociétés majeurs, analysés de façon systémique, collaborative et pluridisciplinaire. Adossée à la recherche scientifique, la prospective vient construire un ensemble de recommandations basées sur des futurs possibles, à partir de jeux d'hypothèses précises et des récits qui articulent l'ensemble. Ces recommandations ont pour objectif d'interroger notre présent et d'aider les acteurs régionaux à s'orienter dans la nébuleuse d'incertitudes et de controverses, à se préparer à des changements de société anticipés et à provoquer des évolutions souhaitées, permettant de s'émanciper des logiques plus immédiates de gestion de crises aux conséquences environnementales, sociales et économiques particulièrement coûteuses. Ainsi, la prospective invite à « se réapproprié, individuellement et collectivement, l'avenir, (et à) devenir ensemble les artisans d'un futur choisi, plutôt que des victimes d'un avenir subi ».

¹ Cf. thèse de doctorat d'**Aurore Fransolet** (2019), Knowing and Governing Super-Wicked Problems: A Social Analysis of Low-Carbon Scenarios. Cf : <https://2100.org/wp-content/uploads/Synthese-these-Aurore-Fransolet.pdf>.

² **Jean-Pierre Laurent et Monnet Éric**, « Manières de dire l'avenir sans nier l'incertitude : de l'économie aux sciences du climat. Entretien avec Michel Armatte », Tracés. Revue de Sciences humaines [En ligne], 24 | 2013. URL: <http://journals.openedition.org/traces/5671>.

³ **Durance Philippe** (sous la dir.), La prospective stratégique en action, 2014, Odile Jacob.



Prospective
research

*Funding research &
Innovation
Promoting science*